

Normes de consommation de carburant—Loi

l'essence au détail jusqu'à la prospection et aux services de soutien.

Les petits entrepreneurs du secteur pétrolier—les conservateurs ont peut-être vu juste à cet égard—ne choisissent pas de déménager; ils y sont poussés parce que le pays n'a pas de politique sensée, sûre et efficace de développement énergétique. Les compagnies comme Imperial Oil en font à leur tête dans la mise en valeur des gisements de pétrole non conventionnels.

J'ai entendu nombre de mes collègues à ma droite affirmer que nous ferions une chose impardonnable en rachetant Imperial Oil. Mais, monsieur l'Orateur, nous ouvririons ainsi aux Canadiens la porte beaucoup plus grande sur l'industrie; nous leur permettrions d'exercer plus d'influence sur la mise en valeur et la gestion de cette ressource. Par le passé, nous avons toujours laissé les compagnies s'en charger, disant qu'elles avaient les experts et les ressources financières pour le faire. Mais en retour elles font exactement la même chose qu'à l'époque de la mise en valeur des gisements conventionnels. Elles réclament des prix plus élevés. Elles veulent plus d'encouragements fiscaux, une participation plus directe du contribuable. L'entreprise n'obtient pas assez? Dommage, elle va fermer ses portes. En fin de compte, elle finira par vouloir s'implanter dans un autre pays.

● (1950)

La situation n'est pas nouvelle, monsieur l'Orateur. Ce qui est désolant, c'est que le cycle de mise en valeur des ressources énergétiques, les erreurs et le manque de perspicacité qui nous ont conduits à la situation catastrophique d'aujourd'hui sont le fruit de l'inactivité du gouvernement libéral. Dans les débuts de l'exploitation pétrolière, certains Canadiens ont tenté l'aventure avec un certain succès. Cette période a été suivie d'une vague de prises de contrôle par les multinationales du pétrole qui ont profité de l'inertie du gouvernement libéral, qui n'a pas daigné protéger les consommateurs et les entreprises du Canada. Nous sommes maintenant dans une période de crise, de pénurie. Il y a des tractations en coulisses. C'est le moment que le gouvernement libéral choisit pour apporter des changements passablement importants qui auraient dû être faits avant les prises de contrôle. Des lignes directrices auraient pu être établies au départ, exigeant que les sociétés exploitantes nous rendent des comptes et que les travaux de prospection et d'exploitation soient menés de façon rationnelle afin de profiter aux Canadiens et non pas aux sociétés multinationales et à leurs actionnaires vivant dans d'autres pays.

Il est intéressant de noter qu'à une certaine époque, les sociétés multinationales établies au Canada, notamment dans le domaine énergétique, se sont fait les instruments de l'application d'une politique du gouvernement américain au Canada. Autrement dit, des lois et des politiques du gouvernement américain étaient appliquées au Canada, ce qui est navrant. Le gouvernement libéral n'a pas simplement négligé de protéger les ressources canadiennes, mais encore a-t-il permis au gouvernement américain, par son incurie, d'imposer sa loi et ses politiques économiques au Canada. Nous semblons cependant être arrivés à un point tournant dans l'histoire du développement de nos ressources énergétiques; en effet, les sociétés énergétiques diversifient leurs activités et s'implantent dans d'autres secteurs comme l'exploitation de l'uranium et du charbon. Elles ont probablement compris que l'ère du pétrole

est terminée et qu'il faudra développer de nouveaux secteurs. Nous les regardons s'installer dans le domaine des minéraux et des autres sources énergétiques, et l'histoire semble vouloir se répéter, puisque nous n'établissons malheureusement pas les lignes directrices nécessaires dans ce domaine. Nous continuons d'appliquer cette politique dangereuse qui consiste à hausser le prix des énergies conventionnelles et nous fondons encore des espoirs sur le nucléaire, malgré les dangers qu'il présente. Il est temps que nous revenions sur notre position et que nous décidions, en tant que Canadiens, de développer une technologie basée sur d'autres sources d'énergie sans danger et sur les économies d'énergie. Cela se traduira en fin de compte pour les Canadiens par une plus grande sécurité et une plus grande efficacité énergétique.

Voilà, monsieur l'Orateur, la solution que nous préférons à la politique insensée et, disons-le, stupide, que nous propose le gouvernement libéral. Cette politique a bien certains aspects, les objectifs par exemple, qui sont en apparence très bien, mais elle ne contient aucun engagement à obliger les sociétés énergétiques à rendre des comptes, à protéger les ressources au nom des Canadiens. Cet engagement est malheureusement absent du projet de loi dont nous sommes saisis et c'est pour cette raison qu'il n'obtiendra pas notre appui.

Des voix: Bravo!

L'Orateur suppléant (M. Ethier): La Chambre est-elle prête à se prononcer?

Des voix: Le vote!

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

Des voix: Oui.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

Des voix: Non.

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A mon avis, les oui l'emportent.

Et plus de cinq députés s'étant levés:

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Qu'on appelle les députés. (La motion de M. Lalonde, mise aux voix, est adoptée.)

● (2000)

(Vote n° 168)

POUR

Messieurs

Allmand	Campbell	Dupras
Appolloni	(Mlle)	Erola (M ^{me})
(M ^{me})	(South West Nova)	Ethier
Bachand	Campbell	Evans
Baker	(Cardigan)	Ferguson
(Gander-Twillingate)	Chrétien	Fisher
Beauchamp-Niquet	Collenette	Fleming
(M ^{me})	Corriveau	Flis
Bégin (M ^{me})	Cosgrove	Foster
Berger	Côté (M ^{me})	Fox
Blais	Cousineau	Frith
Blaker	Daudlin	Gendron
Bloomfield	de Corneille	Gimaiel
Bockstaël	Demers	Gingras
Bossy	Deniger	Gourde
Bujold	Dingwall	(Lévis)
Burghardt	Dion	Guilbault
Bussièrès	Dubois	Henderson
Caccia	Duclos	Herbert